



CTPC du 3 avril 2009 :

UN BOYCOTT POUR UN VRAI DIALOGUE SOCIAL

A BERCY

Depuis quelques années et tout particulièrement depuis la mise en œuvre de la RGPP, les réunions du Comité Technique Paritaire Central (CTPC) sont totalement vidées de leur sens.

Les textes réglementaires (décrets et arrêtés) y sont présentés « pour ordre », les réorganisations soumises pour avis étant déjà mises en œuvre depuis des mois, sans concertation préalable. Si des réunions informelles sont organisées, elles se résument à la présentation de diaporamas et de réponses convenues aux questions des organisations syndicales.

Les agents subissent de plein fouet les recompositions ministérielles, les fusions de leurs directions, la perte de sens de leurs missions, des déménagements contraints par de nouvelles normes immobilières et leurs conditions de travail s'aggravent dangereusement.

La déclaration intersyndicale

Les organisations syndicales Cfdt, CFTC, CGT, FO et SPAC/UNSA siégeant au CTPC s'inscrivent pleinement dans la démarche de leurs fédérations respectives exigeant une rencontre avec les ministres. Nous reprenons entièrement les revendications exprimées dans leur lettre du 27 mars 2009 (lire au dos).

En administration centrale, le chiffre significatif de plus de 10% de grévistes lors des-journées d'action des 29 janvier et 19 mars derniers, témoigne des attentes des personnels relatives aux conséquences néfastes de la mise en œuvre de la RGPP dans les directions et services de Bercy : réduction des effectifs, dégradation des conditions de travail, émiettement voulu de politique RH au service de la RGPP...

Nous déplorons un dialogue social vidé de sa cohérence. Les groupes de travail à répétition, « non coordonnés », sans le temps ni les documents nécessaires à une préparation sérieuse, empêchent les représentants du personnel de jouer pleinement leur rôle dans le cadre des instances représentatives.

En conséquence, nous revendiquons, dans les meilleurs délais, la tenue d'un CTPC de synthèse spécifique à la politique RH de centrale dans toutes ses composantes : plan de qualification, ratios pro-pro, mobilité, formation, évaluation, régimes indemnitaires, ARTT, externalisation...

C'est pourquoi les organisations Cfdt, CFTC, CGT, FO et SPAC-UNSA ont décidé de ne pas siéger à ce CTPC du 3 avril.

**Face à la crise, une unité syndicale historique
pour PESER SUR LE GOUVERNEMENT et
faire du 1^{er} MAI, un nouveau temps fort !**

Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, CGC, UNSA

Lettre ouverte aux Ministres de Bercy

Madame Christine Lagarde

Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

Monsieur Eric Woerth

Ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique

Madame et Monsieur les Ministres,

Avec plus de 40 % de grévistes à Bercy et une inscription massive dans les manifestations interprofessionnelles organisées sur l'ensemble du territoire, le 19 mars dernier, les agents des finances ont confirmé, une fois de plus, leur volonté et leur détermination à imposer la prise en compte de leurs propositions et de leurs revendications.

Dès le 21 mars, les personnels de la DGCCRF ont donné un prolongement à cette mobilisation.

Ainsi, plus d'un millier d'entre eux ont manifesté à Paris, de Matignon à l'Elysée où aucun représentant de l'Etat n'a souhaité les recevoir.

Manifestement, Bercy s'installe dans la logique d'une conflictualité croissante.

Dans un tel contexte, nos fédérations syndicales réaffirment que la pratique de l'esquive ne saurait perdurer plus longtemps et que doivent s'engager sans délai les négociations et concertations indispensables à Bercy sur :

- **L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois (plus de 3 000 à Bercy au titre de la loi de finances 2009) et des licenciements des personnels non titulaires.**
- **L'abandon du démantèlement de la DGCCRF dans le cadre de la circulaire du Premier Ministre en date du 31 décembre 2008 portant sur l'organisation territoriale de l'Etat.**
- **Le retrait du projet de délocalisation des services constitutifs de la statistique publique.**
- **Le nécessaire développement des politiques, des missions et des services publics de Bercy afin d'en faire des outils orientant la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat qu'il s'agisse des politiques fiscales, financières, économiques, industrielles...**
- **La gestion pluriannuelle des emplois, des qualifications et la revalorisation des régimes indemnitaires.**
- **L'amélioration significative des droits et des garanties collectives des personnels, ce qui exige le retrait du projet de loi dit de la mobilité et des parcours professionnels dont l'objectif principal consiste à permettre le licenciement des fonctionnaires.**

Ensemble, les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, CGC, UNSA, exigent de vous rencontrer en lieu et place de la réunion du Comité Technique Paritaire Ministériel devant se tenir le 8 avril prochain.

A défaut, les fédérations syndicales ne siégeront pas à ce Comité Technique Paritaire Ministériel.

Vos réponses à la présente lettre ouverte seront portées à la connaissance des agents des finances qui, à l'appel de nos fédérations, sont et restent mobilisés.

Dans l'attente de vous lire,

Veuillez agréer, Madame et Monsieur les Ministres, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

Pour les Fédérations des Finances, les secrétaires généraux,
C.Delecourt, L.Gathier, M. Monteil, D. Leroux, F. Bos, A. Leblanc, T. Petit

Paris, le 27 mars 2009